

BASES DE DONNÉES - INFORMATION PERÇUE - IA & RÉALITÉ MATÉRIELLE

Récemment le syndic de mon appartement me rappelait par messagerie l'intérêt écologique et économique d'opter pour l'envoi des documents réglementaires imposés le législateur pour rendre compte de la gestion de l'immeuble.

De son point de vue la charge de travail se trouvait ainsi allégée et lui permettait d'affecter son personnel à des tâches plus essentielles à la bonne gestion de l'immeuble et à la célérité de la réponse aux demandes des résidents.

Comme tout bon français râleur et indiscipliné tel que nos plus éminents responsables politiques nous décrivent, j'ai répondu par la négative à cette demande de civisme et de respect aux victimes des récentes catastrophes attribuées au changement climatique et non à une mauvaise gestion de nos rapports avec notre environnement.

Je me suis toutefois senti obligé pour ne pas paraître trop mauvais citoyen fournir quelques éléments explicatifs de mon refus, car pour moi l'année 2024 a été fertile en démarches inutiles que modestement j'avais en partie anticipé au moment de la décision de mettre en place le prélèvement à la source, en adressant au Ministre des Finances un courrier où je lui faisais part de mon inquiétude quant à la gestion des mises à jour des bases de données que cette décision impliquait. Je reviendrais infra sur quelques aspects vécus de ce vaste problème.

« En réponse à votre courrier, sur nos moyens de communication, je suis confronté à une difficulté qui me paraît importante en raison de l'insécurité actuelle des communications par internet à laquelle s'ajoute le fait que les boîtes courriel sont inondées de messages divers dont les émetteurs prétendent toujours vous offrir des produits qu'ils jugent, grâce à l'intelligence artificielle, qu'il vous sont indispensables, si bien que les messages les plus importants sont noyés dans la désinformation issues de profusion des courriels reçus.

En conséquence pour ne pas rater une information importante concernant la gestion de l'immeuble, comme le remplacement de la chaudière, j'ai choisi de conserver le courrier postal.

Je comprends que le courriel soit pour vous moins contraignant, mais ma participation à la gestion de la copropriété, me semble plus essentielle.

En outre au plan matériel, j'ai personnellement des problèmes d'impression et les documents d'assemblée sont top volumineux pour la capacité de mon matériel. Avez vous des solutions à me proposer? » Cordialement

Le même type de situation peuple le monde des téléphones portables que néanmoins les autorités de régulation utilisent pour authentifier les opérations de transferts de fonds, les informations financières. d'authentification et les alertes sanitaire et écologiques..

Or, les opérateurs de réseau régulièrement se font voler des données confidentielles et les concepteurs de logiciels lorsqu'il « mettent à jour » leur applications en modifiant les modalités sans que les utilisateurs en soient informés. Les moins importantes sont visibles « modification de l'apparition des accents ou déplacement de la touche contacts » qui dévorent le temps des utilisateurs et sont générateurs d'erreurs d'identifications ou de destination.

Les plus importantes sont indétectables si ce n'est indirectement dans les modalités d'utilisation qui tournent en boucle si vous n'acceptez pas de nouvelles conditions.

Il est difficilement compréhensible que les législateurs admettent ces transferts de risques du fournisseur rémunéré aux utilisateurs payant un service de mauvaise qualité et susceptible d'être verbalisé pour une faute dont ils ne sont pas responsables tel le copropriétaire qui n'a pas reçu le niveau suffisant d'incitation pour tenir compte de l'information la plus essentielle, Cet aspect que souligne G. SIMMEL dans sa « *philosophie de l'argent* » n'est que rarement évoquée. L'importance en volume des textes des contrats téléphonique et que de ce fait les abonnés ne consultent rarement tant le texte est abscons et concerne des applications dont ils ne servent jamais et qui viendront polluer les outils que ce derniers utilisent contraints de consacrer du temps et de l'argent, en équivalent énergie. Il faut ainsi y consacrer une heure à ce qui pouvait être fait en dix minutes. Il s'y ajoute surtout le risque essentiel de pousser les utilisateurs à perdre de vue leurs objectifs premiers pour lesquels un besoin urgent motivait l'utilisation du portable. Ces coûts dispersés sur de multiples individus ne sont jamais pris en compte dans les coûts du système. De ce fait les calculs d'efficience des entreprises sont tous biaisés.

Cette donnée jamais prise en compte fausse l'information de gestion et introduit des décisions de risques inexacts dans toute les chaines d'allocations de ressources. Plus grave elle fausse toutes les approches des systèmes du fourre-tout « intelligence artificielle » non liés aux observations des phénomènes physiques. C'est principalement le cas pour les outils utilisant les démarches statistiques qui utilisent des informations non corrigées par les modifications d'environnement liées au temps.

Cette distraction structurelle loin de nos obligations essentielles a des effets indirects en accroissant le stress issu de ces contraintes parasites dont les utilisateurs ne perçoit pas l'utilité et qui par conséquent au niveau global rendra leur enregistrement aléatoire car parfois très éloigné de l'objectif recherché .C'est ce que déplorent en privé les gestionnaires de bases de données complexes .

L'accroissement de l'usage des médicaments et des drogues t pour une part, en est une incidente qui conduit les humains confrontés à des contraintes incompréhensibles ou éloignées de leur base culturelle à se comporter comme « des brebis sans berger. » dans les cas les plus préoccupants. Cela explique les besoins de plus en plus importants d'évasions et de désintérêt pour l'implication dans la vie sociale. La situation actuelle des députés chargés de représenter les citoyens et la dérive des objectifs des dernières élections en sont parmi les indices les plus représentatifs. Les votes enregistrés pollués par les préoccupations des dirigeants des partis et le phénomène s'étend détruit la possibilité d'accéder à l'heure des choix à des références lisibles.

La crise politique actuelle ou l'essentiel est délaissé au profit des intérêts particuliers des individus lesquels justifient leurs actions comme la nécessaire défense des déshérités et ne se préoccupent pas des coûts inutiles issus de leurs dissensions. On fait de la politique hors sol comme on a mené aux dernières élection des campagnes hors sol.

Le phénomène s'étend aux niveaux les plus élémentaires de la vie sociale et économique. J'ai hélas depuis 2022 eu recours à des artisans pour des aménagements intérieurs avec de multiples malfaçons que les réalisateurs n'ont jamais voulu assumer me faisant comprendre soit que cela était prévu dans leurs conditions d'interventions que c'était ma parole contre la sienne. . La plus emblématique est celle d'un plombier qui a installé des WC en laissant non réglée une fuite importante du conduit d'évacuation. Plus récemment dans le cadre de la rénovation d'une cuisine les ouvriers ont déplacé de 10cm la plaque de cuisson, ce qui l'a placée sous les prises électriques et de fait rendu inutilisable un des foyers. Cette modeste modification a rendu l'installation susceptible de générer un départ de feu.

S'appuyant sur des clauses contractuelles, il a voulu facturer les travaux correctifs du bloc de prises pour rectifier la malfaçon dont il était responsable.

Plus inquiétant car difficilement contrôlable, le système de livraison d'une d'une chaine de fournitures complexe de produits de bricolage a transféré la responsabilité du contrôle de conformité de la livraison aux clients qui n'ont aucune maîtrise des appellations des produits et des références à 13 chiffres de ses produits et sont dans l'incapacité de

l'assumer.. Antérieurement l'entreprise faisait vérifier la conformité des divers éléments de la commande par les agents qui avaient enregistré la commande.

En mars 2018, j'ai eu l'audace d'attirer l'attention du Ministre des Finances sur le risque induit par le prélèvement à la source. En matière d'information tiers et des risques induits par la gestion d'énormes bases de données. Le ministre a eu la courtoisie de me faire une réponse courtoise, mais que je résume en circulez, il n'y a rien à voir tout est parfaitement sécurisé

Je viens de voir se réaliser à mes dépens un des risques induits par la gestion des immenses bases de données. En avril 2006 j'ai adhéré à un PERP dont la pension a mis neuf mois à se mettre en place avec quelque 20000€ de différence entre mon relevé d'épargne et le montant pris en compte lors de ma demande de versement de pension.

En 2022 lors de ma déclaration d'impôts je constate que SOGECAP déclare au fisc 10000€ de versements alors que je n'ai perçu que 6000€. je rectifie donc le montant et demande au gestionnaire de modifier sa déclaration auprès des impôts et de me fournir un justificatif de sa prise en compte. Il a fallu trois mois pour l'obtenir

En avril 2024 je suis victime d'un contrôle fiscal dont la lettre d'envoi me dit en substance, ne vous inquiétez pas, c'est un simple contrôle qui prendra en compte vos explications. Surprise les justificatifs envoyés ne semblent pas être pris en compte et notamment la rectification Sogecap. Laquelle n'est toujours pas actée en décembre. Je vous dévoile ma perplexité en face de la réponse issue du dernier courrier :

PENSIONS RETRAITES RENTES (CGI art 79,81, 158-5)

Le montant de la rente viagère à titre gratuit versée par SOGECAP est de 10209 € (= 6084 + 1376) et non de 6586 € comme indiqué initialement dans votre déclaration des revenus.

Face aux événements récents qui questionnent sur la façon se prennent les décisions de gestion des États les faits insignifiants relatés ci-dessus, interrogent sur la façon dont sont faits les choix en matière de structuration de l'avenir. Une réponse vient à l'esprit ; les décisions ne tiennent ni compte des informations noyées dans le flux quotidien, ni des informations qui ne sont pas perceptibles sur le moment par les décideurs dans la masse des messages. Dans un billet récent je me suis contraint à rechercher les hiérarchies qui sont exprimées. Je recherchais dans quelle mesure elles s'accordent avec les observations faites sur la façon dont notre planète fonctionne. Je constate que seul le coût monétaire s'exprime aux dépens du risque induit propres à la variabilité des facteurs d'environnement, du temps et des facteurs qualité.

En sus les facteurs culturels jouent aussi un rôle important et la façon dont les décisions sont perçues par les décideurs de cultures différentes seront d'autant plus importante si les cohérences internes paraissent absentes, mettant en cause la réalisation des projets présentés et leur crédibilité

Les quelques observations relatées ci dessus montre des failles significative dans les rapports de gestion des acteurs du pays à tous les niveaux. La prolifération de données d'information mal maitrisées car polluée par des incidences d'autant plus incontrôlées que les modalités de transmissions sont perdue de vue..

Les clauses contractuelles ne correspondent pas aux besoins et ne sont pas ajustées au réel et sont modifiées sans accord entre le parties et le citoyen est ainsi exposé à des risques que les instances de cohérence (législation, police, justice) ne perçoivent ou ne maîtrise pas avec des modes de transmission et des outils de mesure adapté à l'échange immédiat mais non à la gestion dans le temps et dans l'espace.

Nos responsables si il le sont vraiment se doivent de construire le future du pays non essentiellement se battre pour assurer le leur.